

LA SANTE N'EST PAS UNE MARCHANDISE

L'HOPITAL NE SERA JAMAIS UNE USINE A SOINS

**MANIFESTATION DEVANT L'AGENCE RÉGIONALE DE
SANTÉ ORLÉANS LE 6 DÉCEMBRE 2017 À 11H00**

NOTRE SANTE N'EST PAS A VENDRE

ENSEMBLE EXIGEONS LES MOYENS POUR NOS BESOINS

Selon Agnès Buzyn Ministre de la santé de Macron « 30 % des dépenses de l'assurance maladie ne seraient pas pertinentes »!

Elle décide pour 2018, de raboter de 4,2 milliards le budget de la sécurité sociale.

Après les réductions du budget des années précédentes sur les hôpitaux publics de dix milliards de 2015 à 2017, la ministre réduit encore de 1,6 milliard pour 2018.

⇒ Les lits des hôpitaux continueront d'être fermés par centaines, des services de soins disparaîtront, les urgences continueront d'être ultra saturées.

Peu importe ! Le gouvernement Macron est dans la même ligne que les précédentes majorités libérales : restructurer l'hôpital, fusionner les établissements, faire de l'hôpital des usines à soins comme le CHRO de la Source.

Une seule logique prévaut aujourd'hui : L'hôpital doit se réorienter sur l'excellence et la haute technicité. Les hôpitaux publics de proximité par département ou localité sont bannis !

Les Groupements Hospitaliers de Territoire « GHT » deviennent le pivot du système libéral de santé dirigé par l'Agence Régionale de Santé.

Ces hôpitaux centraux doivent être rentables, à savoir : généralisation du paiement à l'acte par le patient (TAA), développement de l'ambulatoire - les malades devront sortir le plus rapidement possible de l'Hôpital pour rentabiliser les équipements -

Ainsi, les soins de suite d'hospitalisation seront de plus en plus à la charge du patient par le développement de l'ambulatoire et de plus en plus assurés par le secteur privé.

Aujourd'hui, en région Centre Val de Loire, les hôpitaux sont au bord de l'explosion. Alors qu'il y a besoin de moyens supplémentaires d'urgence, de nouvelles restrictions sont soumises aux agents.

Trop c'est trop !

Les personnels en souffrance ont décidé de ne plus subir. Les luttes sont en cours à la maternité d'Orléans, dans les hôpitaux à Tours, Dreux, Amboise, au Blanc, à Blois, Vierzon, Chartres Pithiviers.....

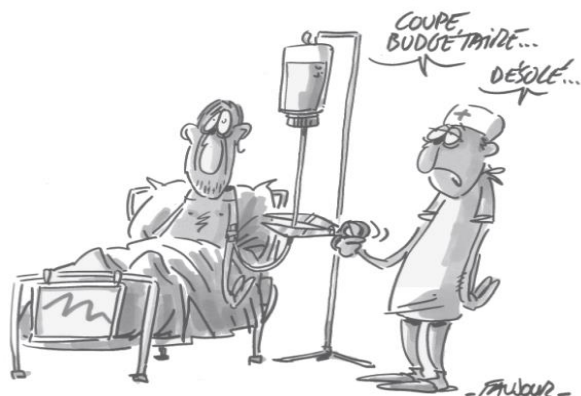
A cela s'ajoute la désertification médicale :

-Insuffisance criante de médecins généralistes et spécialistes et autres professionnels de santé à cause du numerus clausus.

-La pénurie organisée continue de se développer et aucune mesure n'est prise pour combler les postes vacants dans les hôpitaux publics et dans les départements les plus désertiques, si ce n'est la généralisation de la télémedecine et son cortège d'erreurs dramatiques pour les usagers.

-La population subit l'explosion des dépassements de tarifs des consultations des médecins, des suppressions des remboursements d'une partie des médicaments, la diminution de la plupart des remboursements et l'augmentation du forfait hospitalier.

La flambée des prix des séjours dans les maisons de retraites, Les pratiques prohibitives des cliniques avec l'exclusion des handicapés, des chômeurs et salariés victimes de maladies graves deviennent aussi le quotidien d'une majorité d'entre nous.



Cela ne peut plus durer !

Les assurés sociaux participent par leur salaire à la solidarité nationale et au financement de la Protection Sociale. La Sécurité Sociale, le régime des retraites, l'indemnisation du chômage sont en danger du fait des mesures du Gouvernement Macron de réduire les cotisations sociales et d'augmenter la CSG, afin d'exonérer le patronat en finançant la Sécu par l'impôt.

Au final, sans cotisations sociales directes au financement de la sécurité sociale ce

sont les patients qui paieront une santé plus chère, via l'augmentation des cotisations des mutuelles ou des assurances privées pour celles et ceux pouvant se les payer.

Faute d'argent, déjà 4 français sur 10 renoncent aux soins ; peu importe pour le gouvernement qui va encore augmenter le forfait hospitalier de 2 euros.

Le secteur de l'Action Sociale étroitement lié à la Santé et l'Education Nationale est sacrifié lui aussi sur l'autel de la rentabilité.

L'état réel de la Protection Sanitaire et Sociale appelle des mesures sans précédent qui ne sont pas dans les cartons du gouvernement. La politique de Macron se situe dans la continuité des précédents plans de casse du service public de santé et d'action sociale.

Cette situation dramatique, la CGT n'a cessé de la dénoncer avec les personnels de la Santé et de l'Action Sociale lors de différentes mobilisations. Après avoir organisé la pénurie, l'étranglement budgétaire, persévère.

NOUS DEVONS LES ARRETER !

Nous sommes Pour :

- *une protection sociale de haut niveau en rupture avec la politique développée depuis plusieurs années. Oui à l'augmentation des salaires et des pensions. Non à la baisse des cotisations sociales et oui à l'abrogation de la CSG ; La CGT propose de taxer les revenus financiers pour trouver de nouvelles recettes.*
- *l'amélioration des conditions de travail des professionnels.*
- *une politique de santé dont les moyens seraient définis à partir des besoins de la population et dont l'objectif serait l'égalité d'accès aux soins de qualité pour toutes et tous.*
- *un grand service public de santé et la revitalisation des hôpitaux de proximité.*
- **Un plan emploi formation et la création des postes qualifiés nécessaires pour des soins de qualité pour tous et de bonnes conditions de travail pour les personnels.**

Par un simulacre de démocratie, l'A.R.S. s'apprête à valider un nouveau projet régional de santé ; plan pavé de fausses bonnes idées et surtout sans moyens supplémentaires.

La santé, la vie de nos concitoyens ne méritent-elles pas une autre politique ?

Disons le haut et fort
Tous ensemble le 6 décembre à 11h00
à la cité Administrative Coligny à Orléans

